



5<sup>èmes</sup>

**ASSISES  
NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**

**RÉGION RHÔNE-ALPES**

19, 20, 21 janvier 2009

---

**Actes**

---



**L**es 5<sup>es</sup> Assises nationales du développement durable, organisées par la Région Rhône-Alpes, se sont tenues les 19, 20, 21 janvier 2009 à Lyon. En pleine crise mondiale, le thème choisi «Trouvons la richesse, qu'est-ce qui compte vraiment pour vous ?» a souvent suscité l'étonnement, quelquefois provoqué, toujours interrogé. Il avait l'ambition d'amener les participants — ils ont été plus de deux mille — à réfléchir à de nouveaux modèles de société, explorant les champs des possibles, entre pragmatisme et utopie.

Témoignages venant du monde entier, expressions de citoyens engagés ou concernés, analyses d'experts... nombreux ont été les échanges, multiples les approches, fécond le partage. Restituer la richesse des points de vue ? Une gageure ! C'est l'ambition de ces *Actes* qui, par les verbatim des uns et des autres, proposent un éventail de ce qui s'est dit pendant ces Assises.

Lester Russell Brown, parrain des Assises, ouvre cet opuscule. Puis vient une synthèse réalisée par les journalistes

d'*Alternatives économiques* : ils relatent les contenus des ateliers et rencontres, qui avaient été organisés en trois grands thèmes : Changeons de cap, Changeons de repères, Changeons d'échelle. Ces *Actes* suivent le fil de l'alphabet pour circuler entre les idées et leurs auteurs. Certaines d'entre elles ont déjà été réalisées, d'autres sont embryonnaires. Certaines sont audacieuses, d'autres plus classiques. Mais toutes prouvent que l'imagination est un bon remède pour le monde en crise. Toutes s'engagent sur la voie d'un développement durable. Pour finir, cinq grands thèmes de préconisations résument les pistes potentielles de changement.

Dans leur forme, ces *Actes* diffèrent d'actes ordinaires de colloque. Les extraits retenus, entre recherche de cohérence et, il faut bien le dire, une bonne part de subjectivité, tentent de créer la surprise grâce à la pertinence — ou à l'impertinence — des propos. A contrario, tout ce qui a été dit dans les ateliers et rencontres ne se retrouve pas dans cet ouvrage. La facilité de lecture, qui découle de cette sélection, permet un voyage aisé entre ce qui s'est produit et exprimé trois jours durant. Des Assises, ces *Actes* donnent ainsi un aperçu rapide et complet, sérieux et créatif, éclectique et ludique — ce qu'elles ont été assurément.

*Le sommaire se trouve pages  
68 et 69. Voir aussi sur  
[www.andd.rhonealpes.fr](http://www.andd.rhonealpes.fr)*

*Les propos cités dans le présent  
document n'engagent que les  
intervenants.*



# S'engager tous... pour accélérer la transition

*ouverture*

par Lester  
Russell Brown



Permettez-moi tout d'abord de vous dire à quel point je suis heureux d'avoir l'opportunité de m'adresser à vous en ouverture des Assises nationales du développement durable que j'ai l'honneur de parrainer. C'est le genre d'événements qui devrait être organisé partout dans le monde ! Que nous habitons dans la région Rhône-Alpes, ou ailleurs en France, ou ailleurs dans le monde, nous sommes tous concernés, en tant que résidents de cette planète, par l'avenir de notre civilisation. Nous avons tous la responsabilité d'agir pour la sauver.

La plupart d'entre nous ont des enfants, beaucoup des petits-enfants. L'un des enjeux, auxquels nous sommes confrontés, est le risque d'une fracture sociale entre générations. Nous connaissons déjà ces fractures, sur des lignes ethniques, raciales ou religieuses. Mais si, par exemple, dans les trois prochaines années, les scientifiques arrivaient à la conclusion que la fonte des glaces du Groenland est parvenue à un point de non-retour, et que nous risquons de voir augmenter le niveau des océans de sept mètres, que nous diraient les générations futures ? Elles nous diraient : «pourquoi n'avez-vous pas agi ? Pourquoi n'avez-vous pas fait quelque chose quand il en était encore temps ? Comment avez-vous pu nous laisser avec un monde qui connaît une augmentation du niveau des océans, des centaines de millions de réfugiés environnementaux, un monde sur le chemin du chaos ?»

Nous n'avons jamais eu à faire face à une division du monde entre générations. Mais cela pourrait arriver si nous tardons à agir. Le temps est notre ressource la plus rare. Le problème est que nous ne mesurons pas le temps dont nous disposons. C'est la nature qui détermine les

seuils-clés, les points de bascule. La nature est la gardienne du temps et nous ne pouvons pas voir l'horloge. C'est à cause de cette incertitude que nous devons avancer rapidement afin que l'horloge ne s'arrête pas avant que nous ayons fait les changements nécessaires.

Prenons l'exemple des émissions de CO<sub>2</sub>. Quand les décideurs politiques réfléchissent à leur réduction, ils partent le plus souvent de la question : «Qu'est-ce qui est politiquement faisable ?» Et ils arrivent alors à la conclusion : «Nous devons réduire nos émissions de CO<sub>2</sub> de 80% d'ici à 2050». En Europe, l'objectif consiste à les réduire de 20% d'ici à 2020 et, à cette même date, de porter à 20% la part d'énergie renouvelable dans la production d'électricité. Nous allons dans la bonne direction. Mais si notre ambition est de sauver la couverture glaciaire du Groenland et de protéger les glaciers des montagnes asiatiques, dont la fonte représente aujourd'hui la plus importante menace à la sécurité alimentaire mondiale que nous n'ayons jamais connue, alors nous devons faire beaucoup plus.

A l'Earth Policy Institute, à partir de nos analyses sur les interactions entre la consommation d'énergie, le changement climatique et la sécurité alimentaire, nous pensons qu'il nous faut réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 80% d'ici à 2020. Il s'agit d'une mobilisation comparable à celle que l'on connaît en période de conflits. Ce n'est pas facile, mais cela est faisable.

Cela implique de devenir politiquement actifs.

Imaginez si, après l'attaque des Japonais sur Pearl Harbour, le président Roosevelt avait dit : «c'était peut-être un accident. Attendons

de voir s'ils nous attaquent à nouveau et peut-être alors partirons-nous en guerre». Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Sa réponse a été très déterminée et elle a littéralement changé le cours de l'histoire.

Nous en sommes là aujourd'hui. Nous sommes confrontés à des défis considérables, sans rien de commun avec les précédents. L'enjeu est de sauver notre civilisation. Mais ce n'est pas un sport de spectateur. Ce n'est pas une question pour laquelle nous pouvons rester passifs et attendre que quelqu'un d'autre s'en charge pendant que nous le regardons. Nous devons tous nous impliquer.

Cela signifie — pas seulement changer d'ampoules et recycler le journal, même si ce sont des gestes importants — que nous devons changer le système et restructurer l'économie mondiale. Cela implique de devenir politiquement actifs. Voilà qui va au-delà de voter et de participer à des campagnes électorales présidentielles ou parlementaires et qui nécessite de s'organiser.

Chacun d'entre nous doit s'engager,  
par tous les moyens.

Organisez-vous, avec vos amis,  
avec vos collègues, sur des sujets  
qui vous tiennent à cœur. Par

exemple, faites de votre communauté un modèle en matière de recyclage. Ne recyclez pas que 20 ou 30% de vos déchets mais trouvez les moyens de le faire complètement. Comme le dit un militant écologiste américain, «les déchets sont le produit d'un système mal conçu». On ne devrait pas en avoir, on devrait s'inspirer de la nature, où il n'y a pas de gaspillage, où le déchet d'un organisme est le constituant d'un autre organisme. Nous devons repenser la structure de l'économie.

Restructurer le système signifie que chacun d'entre nous doit s'engager, par tous les moyens, afin d'accélérer la transition qui nous permettra de passer de ce qu'on appelle, dans le langage universitaire, une économie non durable à une économie durable. Je n'aime pas utiliser ces termes, car ils ne sont pas très mobilisateurs. Mais il s'agit ici de sauver notre civilisation. C'est faisable : les modalités ont été exposées dans *Plan B pour un pacte écologique mondial*<sup>1</sup>.

Dans un ou deux ans, une nouvelle édition des Assises sera organisée. Cet intervalle aidera à mesurer les progrès accomplis. Aurons-nous réussi à réduire nos émissions de carbone ? Utiliserons-nous moins d'eau qu'aujourd'hui ? Aurons-nous réduit notre dépendance à l'égard des énergies fossiles ? Aurons-nous diminué notre dépendance au pétrole ? Parviendrons-nous à recycler plus de matériaux nocifs, qui finissent aujourd'hui dans les poubelles et sur des terres en friche ? Ces critères, ainsi que bien d'autres, nous permettront de déterminer si nous sommes en train de réussir. Aurons-nous accompli des progrès substantiels dans notre effort pour sauver la civilisation ou continuerons-nous à dériver dans la mauvaise direction ? J'attends avec impatience de voir ce qui se passera dans l'année ou les deux ans à venir et le bilan qui pourra être fait lors des prochaines Assises.

■ **Lester Russell Brown,**

directeur fondateur du Earth Policy Institute,  
fondateur du World Watch Institute, États-Unis,  
parrain des 5<sup>es</sup> Assises nationales du développement durable,  
intervention recueillie par Philippe Vieille, cofondateur de l'association Alternative planétaire

<sup>1</sup> *Plan B pour un pacte écologique mondial*, Lester Russell Brown, Souffle court et Calmann Levy, 2007

---

*synthèse des travaux*

# Changer notre système de valeurs

*synthèse des travaux*

par Pascal  
Canfin,  
Laurent  
Jeanneau,  
Marjolaine  
Normier



La crise actuelle offre la possibilité de changer de système de valeurs. Changer ce qui fait sens et ce qui entre dans les comptes. Voilà la colonne vertébrale du projet de changement social qui ressort des Assises nationales du développement durable.

Les intervenants l'ont martelé : il y a urgence à agir. Si l'on veut éviter les pires dérèglements climatiques, il reste sept ans à l'humanité pour organiser la division de moitié de ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. Malgré le protocole de Kyoto, nous n'en prenons pas du tout le chemin puisque ces émissions ont atteint un niveau record en 2007, en augmentation de 1,06% par rapport à 2006.

Nous devons donc inverser rapidement la tendance. «Sommes-nous capables d'une transformation radicale dans un cadre démocratique ?» C'est la question posée par Lester Russell Brown au début de ces Assises. «Nous devons avoir le modèle de l'économie de guerre en toile de fond pour penser la crise», analyse l'économiste Bernard Perret, citant l'exemple des Etats-Unis qui ont été capables en 1941 de convertir leur industrie en quelques mois en interdisant, par exemple, la production de voitures au profit des tanks. Mais quel sera l'événement qui déclenchera cette transformation radicale comme l'attaque de Pearl Harbor l'a fait en 1941 ? En faudra-t-il un, ou saura-t-on agir avant la «catastrophe» ? Sous réserve que celle-ci ne soit pas déjà arrivée. Car à en croire Jean Fabre, ancien directeur adjoint du programme des Nations unies pour le développement (Pnud), «nous sommes déjà entrés dans l'état de catastrophe».

La revendication qui a traversé les Assises est la nécessité de changer de système de valeurs. En prenant le terme valeurs dans sa double acception de ce «qui fait sens» et de ce qui «entre dans les comptes». «La valeur a subi un coup d'Etat sémantique, affirme le philosophe Patrick Viveret. Force de vie, elle a été réduite à sa seule acception économique. Et ce rapt met en danger les principes mêmes de nos sociétés.» Au moment où la «création de valeur pour l'actionnaire», slogan phare du capitalisme financier, a montré tous ses effets pervers, ce double questionnement est au cœur de l'actualité.

## Gagner la bataille du désirable

Malgré la pression du discours publicitaire et du discours politique dominant qui, en temps de crise, tend à faire de la consommation un acte citoyen, les Français mettent à distance l'équation «consommer plus = vivre mieux». Ainsi, 66% des Français pensent qu'améliorer sa qualité de vie passe par une réduction de la consommation, selon une étude Ipsos réalisée en 2008. Pour autant, le développement durable n'a pas encore gagné la bataille du désirable. Selon une étude faite en octobre 2008 par le Centre d'étude et de recherche sur la philanthropie (Cerphi) et présentée lors des Assises, les personnes sondées savent que demain sera différent d'hier en raison de la fin annoncée du pétrole et du changement climatique. Mais ils ne savent pas si ce sera pour le pire ou pour le meilleur. Ils attendent des promoteurs du développement durable une meilleure qualité de vie, mais refusent néanmoins de renoncer à certains acquis. Une tension que l'on retrouve dans l'enquête Ipsos : en cas de conflit entre la défense de l'emploi et la protection de l'environnement, 42% des Français pensent que l'emploi doit être prioritaire sur l'environnement, et 23% pensent le contraire. Dans une société partagée, qui peut progresser vers des valeurs moins consuméristes, comment conduire le changement ?

Des ateliers du parcours «Changeons de repères», il ressort la nécessité «d'une philosophie joyeuse de la déconsommation pour montrer que consommer moins, c'est gagner en liberté. Comme arrêter de fumer». Le capitalisme s'est approprié le concept de liberté en le limitant à la liberté de consommer. Mais cette liberté partielle est aussi un asservissement. Comme le dit Aminata Traoré, ancienne ministre de la Culture du Mali, «des biens nous possèdent autant que nous les possédons». Par ailleurs, les producteurs subissent la détérioration de leurs conditions de travail pour satisfaire les «exi-

gences» des consommateurs et de la société de consommation. Ainsi, Alexandre Epalle, en charge du développement durable du canton de Genève, reprend la définition de la liberté de la Déclaration des droits de l'homme – la liberté s'arrête où commence celle des autres – afin de mettre en lumière l'interdépendance des acteurs : «Quand j'achète une chemise à 5 euros, c'est que la liberté des autres a été mise en jeu.»

Pour changer de système de valeurs, peut-on compter sur l'humanité de l'homme ? «Oui, répond Jean Aubin, chercheur à l'ONG Pekea : le développement durable implique que l'homme grandisse en humanité». «Attention, répond le philosophe et psychanalyste Miguel Benasayag, le pollueur est aussi humain. L'homme n'est pas déterminé du bon côté». Et croire que face aux nouveaux défis planétaires nous serions tous sur le même bateau est, pour lui, un leurre : «Nous sommes bien sur la même mer, mais en train de nous battre depuis des bateaux différents.» De plus, le fait de prendre conscience que notre mode de vie n'est pas soutenable ne conduit pas nécessairement à un changement positif : «Consommer comme nous le faisons est un privilège. Or les hommes jouissent de leurs privilèges.»

Enfin, mis en évidence par les réflexions construites lors du parcours «Changeons de repères», la transformation de notre système de valeurs pose la question de la différenciation sociale dans une société post-consumériste. Les objets que nous consommons sont des signes extérieurs de richesse qui nous différencient des autres. Comment assurer ce besoin de différenciation en dehors de la consommation de biens matériels ? Si le désir d'accumulation est inhérent à l'homme, ne vaudrait-il pas mieux qu'il accumule des liens plutôt que des biens ? Facebook permet de satisfaire notre besoin d'abondance sans nuire à la planète, en rendant possible «l'accumulation d'amis virtuels», a ironisé un étudiant lors des débats.

## Compter autrement

Pour Patrick Viveret, «nous sommes passés d'une société où ce qui était considéré comme ayant de la valeur n'avait pas de prix à une société où ce qui n'a pas de prix n'a pas de valeur. Ce retournement est au cœur de notre crise». Il faut donc revendiquer aujourd'hui «le droit à compter autrement et le droit à ne pas compter».

Plusieurs pistes ont été avancées lors des Assises. En ce qui concerne les indicateurs de richesse tout d'abord : «Le choix des indicateurs est tout sauf objectif, il révèle les valeurs que l'on se fixe»,

avance Philippe Meirieu, professeur en Sciences de l'éducation. «Le produit intérieur brut (PIB) répond à tout sauf à l'essentiel», ajoute Patrick Viveret. L'invention de nouveaux indicateurs ne doit pas être seulement un travail d'experts, mais aussi impliquer les citoyens, comme le montrent l'expérience du produit intérieur doux (PID), créé par le Collectif pour un Québec sans pauvreté, et celle menée par le Conseil de l'Europe.

La question des indicateurs croise celle du système comptable. Pour Hervé Juvin, économiste et président d'Eurogroup Institute, la priorité est de «bâtir un système de comptabilité qui prenne en compte les stocks de capital naturel et leur reproduction». Cette nouvelle comptabilité, accompagnée d'une modification du système de prix qui traduirait enfin les vrais coûts – sociaux et environnementaux – de la production, modifierait le comportement des entreprises – et donc des consommateurs. Rappelons, contre ceux qui voudraient nous faire croire que le marché est apolitique, que le prix est une construction sociale, tout comme le marché. Les prix sont «encastrés» dans la société, ce qui entre ou non dans un prix relève du débat démocratique et non d'une logique strictement économique. Ainsi, internaliser dans le coût de production l'impact sur le climat est l'objectif d'une taxe énergie carbone, une nouvelle fois préconisée par ces Assises.

Penser un autre système de valeurs, c'est aussi reconsidérer la monnaie. En préconisant le développement de monnaies régionales en complément des monnaies officielles par exemple, mais aussi en distinguant les «euros superflus des euros vitaux», comme le propose Vivian Labrie, une des fondatrices du Collectif pour un Québec sans pauvreté : « Non, 1 euro n'égal pas 1 euro. Sa valeur change selon qu'il va dans la poche d'un millionnaire ou dans celle d'un sans-domicile», affirme-t-elle.

## L'économie verte

Si le développement durable implique une transformation de nos institutions économiques, il nécessite également des entreprises qui acceptent d'en jouer le jeu. Or, dans le contexte de crise actuel, l'économie verte apparaît comme le gisement d'emplois numéro un des prochaines décennies. Par ailleurs, des entreprises prouvent d'ores et déjà que d'autres modèles économiques sont possibles... et rentables. Ardelaine a par exemple refusé de se développer à l'exportation pour des raisons écologiques. Plutôt que d'exporter sa

laine vers l'Allemagne, cette coopérative a préféré ouvrir un musée pour développer le tourisme local et la production sur place. Ardelaine est ainsi une véritable «entreprise de développement local». Botanic, entreprise dont le siège est à Archamps en Haute-Savoie, a fait des choix stratégiques en faveur du développement durable qui ont pu, à un moment donné, nuire à sa rentabilité à court terme.

Pour autant, ces exemples restent des exceptions, et les grandes entreprises continuent de chercher à rendre les normes publiques les moins contraignantes possibles, comme dans le secteur automobile en matière de CO<sub>2</sub>. Pour aller au-delà des dispositifs actuels liés à la responsabilité sociale des entreprises, dont l'efficacité reste limitée, il faut instituer en droit la communauté de travail à côté de la société de capitaux.

## Les limites de la technique

Les Assises ont également pointé l'intérêt et les limites de la technique au service du développement durable. Les cleantechs, ces nouvelles technologies «propres», représentent des secteurs économiquement porteurs. Bruno Allenet, président du pôle de compétitivité rhônalpin Axelera et directeur régional du groupe Suez, considère que l'émergence de la chimie-environnement est l'avènement d'un «nouveau paradigme». «Dans le contexte de crise, les cleantechs se portent mieux que le reste de l'économie», confirme Karine Montagne, directrice du cluster Rhône-Alpes spécialisé dans les économies d'énergie qui rassemble 90 sociétés. «L'écologie n'est pas seulement un combat idéologique, ajoute-t-elle, elle a complètement rejoint le champ de l'économie.» Un secteur d'avenir, donc, à condition de former suffisamment de gens à ces nouvelles compétences. Le pôle de compétitivité Tenerrdis est en effet confronté à des problèmes de recrutement et a lancé une étude prospective pour définir précisément ses besoins en matière de formation.

Même si nous sommes peut-être à l'aube d'une nouvelle révolution industrielle, la technique seule ne peut nous sortir de la crise. Prenons l'exemple des transports et de la ville. Des voitures sans CO<sub>2</sub> ne résolvent pas le problème des heures perdues dans les embouteillages. Et le prolongement des lignes de transport en commun contribue à l'étalement urbain et favorise l'augmentation du prix de l'immobilier, ce qui renvoie les «pauvres» encore plus loin du centre-ville. La réponse technique doit donc impérativement être accompagnée

par des transformations de l'organisation sociale : maîtrise publique des sols pour éviter la spéculation, comme aux Pays-Bas, politiques publiques de transport qui ne se ruent pas immédiatement sur la création de nouvelles infrastructures, mais traitent le problème de la mobilité dans son ensemble. A cet égard, les décisions issues du Grenelle de l'environnement en France font malheureusement figure de contre-exemple.

Dans ce contexte, ce sont bien les politiques publiques qui sont la clé du changement. Selon l'étude du Cerphi, les Français ont besoin d'une demande de cohérence globale pour mobiliser leur potentiel de changement individuel. Autrement dit, les gens sont prêts à aller vers un développement durable, mais pas tout seuls. Et, selon Bernard Perret, «c'est au politique d'assurer cette cohérence». Or, en ce domaine, les gouvernants ne font pas ce qu'ils disent. «Demander aux politiques d'être cohérents est une action très subversive, a rappelé Philippe Meirieu. Socrate a bu la ciguë, car il a demandé aux dirigeants athéniens de faire ce qu'ils disaient.»

La demande de cohérence est également de mise au niveau individuel. Cela passe d'abord par de l'information : mesurer son empreinte écologique, par exemple, ou bien avoir un indicateur de la consommation d'énergie chez soi pour mesurer l'impact de ses consommations d'énergie, avec mention des économies réalisées en euros, comme le propose Federico Casalegno, professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT).

Au final, dans un contexte de crise des repères, les Assises nationales du développement durable ont offert une vision, des priorités d'action politique et une méthode de changement. De quoi répondre à l'enjeu posé par Bernard Perret : «Le projet de prospérité partagée qui faisait l'unité de notre société est mort. Mais on ne sait pas encore autour de quoi notre société va se réunifier.» Et si c'était autour du développement durable ?

■ **Pascal Canfin, Laurent Jeanneau, Marjolaine Normier,**

journalistes à *Alternatives économiques*,

article de synthèse des Assises